



Retraite : stoppons le projet de régression sociale

Le gouvernement Macron reste aveugle et sourd à l'immense mobilisation sociale qui dure depuis plusieurs mois et s'entête à vouloir maintenir sa réforme des retraites par point. Même le Conseil d'Etat émet un avis sévère « de fausse promesse d'un régime universel » avec des projections financières « lacunaires ». Le projet de loi reste aussi toujours aussi flou : âge de départ, valeur du point, montant de la pension non définis ; règles du calcul de la pénibilité et garantie de pension pour les femmes inconnues.

Ce projet remet en cause notre socle social, notre choix de société. Notre droit à une retraite d'un bon niveau à l'âge de la bonne santé pour tous doit être préservé. La notion de solidarité entre génération ne doit pas être attaquée.

Rien ne justifie ce bouleversement. Les régimes de retraite ne seront pas déficitaires en 2025 car les réserves du système de retraite sont largement suffisantes (5,6% du PIB d'après le rapport du COR de novembre 2019). Et il est facile d'atteindre l'équilibre par une hausse des cotisations de 1point.

Le gouvernement veut plafonner les dépenses de retraite à 13,8% du PIB. La conséquence est qu'au vu de l'augmentation du nombre de retraités, les plus jeunes vont être poussés à prendre des assurances complémentaires retraite et à recourir à la capitalisation.

Parler d'âge pivot ou d'équilibre à 64 ans, fixé à 65 ans en 2037, c'est obliger les salariés à travailler plus longtemps s'ils veulent percevoir une pension décente. La réforme est uniquement budgétaire afin d'interdire tout déficit. La règle d'or conduira à une diminution mécanique des pensions dès 2022 surtout si la valeur du point n'est pas indexée sur l'inflation.

Alors qu'en matière de pauvreté des retraités, la France est la mieux lotie en Europe, rien ne justifie le changement de notre système actuel de retraite. Il a permis de réduire les inégalités et de garantir un niveau de prestation aux retraités indépendant des aléas économiques et financiers. Les retraites ont même pu être financées en réduisant le temps de travail.

Le financement des retraites est possible. Ce sont les politiques successives qui ont fait chuter les ressources par les exonérations de cotisations sociales non compensées par l'Etat (en 2019 un total de 52 milliards d'euros). Les suppressions d'emploi dans les services publics ont participé aussi au creusement du déficit. Mener une politique de plein emploi permettrait d'engranger plus de cotisations et de trouver plus de ressources.

Les mobilisations ont permis de déjouer le piège du gouvernement et d'élargir le débat. Désormais une grande partie de la population soutient le mouvement social. Il est nécessaire de poursuivre et d'amplifier les mobilisations tout au long du débat parlementaire afin de faire « entendre la rue ». Il est possible d'améliorer notre système actuel pour qu'il soit plus équitable et pour corriger les inégalités subies par les femmes.

Christine Chafiol

26 février 2020